



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques
Volume 2, numéro 5
Juillet-Septembre 2019
p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488
<https://doi.org/10.62912/>

**DU CAPITALISME LIBERAL AU CAPITALISME SOCIALISTE D'ETAT : ANALYSE
SUR LA GUERRE COMMERCIALE ENTRE LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE ET LA
CHINE ET SES IMPLICATIONS POUR LA COREE DU SUD**

Felly LUKUNGA NGOMBA

Assistant à l'Université Pédagogique Nationale et Chercheur Associé à l'Institut de Recherche en
Géopolitique et d'Etudes Stratégique/Kinshasa-RDC
lukunga.n@irges.org ; felissanolukunga@gmail.com

RESUME

Cet article propose une cartographie de la confrontation entre deux systèmes capitalistes dont l'un est libéral et l'autre dirigiste. Le premier, c'est-à-dire les Etats-Unis d'Amérique jouent au maintien de son leadership mondial économique et le second, c'est-à-dire la Chine cherche à remettre en cause l'ordre économique mondial instauré par les Etats-Unis d'Amérique. Dans cet affrontement américano-chinois se trouve l'implication de la Corée du Sud dans la mesure où l'internationalisation de son économie la rend particulièrement sensible aux évolutions de l'économie mondiale et en particulier à celles de ses partenaires les plus proches : la Chine, les Etats-Unis et le Japon. Cet environnement a rarement été aussi incertain, allant du pire au meilleur. Cette réflexion analyse les faits d'actualité et cherche à démêler les bons et faux arguments qui justifieraient l'augmentation des barrières commerciales américaines, en particulier contre la Chine, et met en lumière les enjeux économiques de cette possible « guerre commerciale » sur la Corée du Sud.

Mots-clés : *capitalisme libéral, capitalisme d'Etat, guerre commerciale, la Chine, les Etats-Unis d'Amérique et Corée du Sud.*

ABSTRACT

This paper proposes an analysis of the confrontation between two capitalist systems, the liberal for United State of America and the state socialism for the China. The first, that is, the United States of America,

maintains its world economic leadership and the second, that is, China seeks to challenge the global economic order established by the United States of America. In this American-Chinese confrontation is the involvement of South Korea insofar as the internationalization of its economy makes it particularly sensitive to developments in the world economy and in particular to those of its closest partners: China, the United States and Japan. This environment has rarely been so uncertain, ranging from the worst to the best. This reflection analyzes current events and seeks to unravel the good and false arguments that would justify the rise of US trade barriers, especially against China, and highlights the economic stakes of this possible "trade war" on Korea from South.

Keywords : *liberal capitalism, state capitalism, trade war, China, the United States of America and South Korea.*

INTRODUCTION

Depuis la période de l'entre-deux guerres mondiales, la plupart des crises économiques que l'humanité a connues ont débouché par une augmentation des barrières commerciales, et celle de 2007-2008 n'a pas fait exception. Cependant, les mesures protectionnistes ont été faibles que l'on pouvait s'imaginer. L'Organisation Mondiale du Commerce évoque un succès.

Dans le cadre de sa diplomatie électorale, le président Donald Trump s'est montré très hostile vis-à-vis de la Chine. En effet, il l'accuse de s'illustrer par la concurrence déloyale dans le commerce international a exprimé son souhait d'imposer à l'Empire du Mille des mesures de restrictions dans le cadre de leurs échanges commerciaux.

La campagne présidentielle américaine ayant, effectivement, abouti, à l'élection de Donald Trump a maintenu le protectionnisme économique en tête des débats internationaux. Trois jours après être officiellement devenu président des Etats-Unis, celui-ci a ainsi annoncé le retrait des Etats-Unis du Partenariat Transpacifique. En janvier 2018, il a également imposé des droits de douane supplémentaires sur les panneaux solaires et les lave-linges. Cet élan protectionniste s'est renforcé en mars 2018 avec l'imposition de droits de douane supplémentaires sur les importations d'acier (25%) et d'aluminium (10%).

Le président américain Donald Trump n'a jamais caché sa méfiance à l'encontre des politiques économiques chinoises. Le déficit commercial américain envers la Chine (420 milliards de dollars en 2018) met notamment à mal son projet de « rendre sa grandeur à l'Amérique ». La tension éclate début 2018. Washington décide de surtaxer les importations de panneaux solaires chinois, Pékin réagit en lançant une enquête antidumping sur le sorgho américain.

Chaque semaine voit ensuite son lot d'annonces sur les droits de douane, les subventions, les transferts de technologie, et autres enquêtes et amendes. Côté secteur, toute l'industrie y passe : l'aluminium, l'acier, les télécommunications, l'automobile, etc., jusqu'aux rouges à lèvres ! Depuis, le conflit commercial se déplace dangereusement sur le terrain militaire.

On distingue aujourd'hui d'un côté à l'autre du spectre politique états-unien les contours d'une nouvelle attitude vis-à-vis de la Chine. La confrontation émergente avec la Chine est avant tout le dernier signe en date à indiquer que quelque chose ne fonctionne plus dans l'économie mondiale. Ceux qui critiquent la Chine n'ont pas tort lorsqu'ils considèrent que les Etats-Unis et la Chine sont actuellement piégés dans un jeu à sommes nulles où la croissance économique les met en compétition.

Pourtant, le problème n'est pas Pékin, mais la structure de l'économie globale elle-même. Comme on s'en aperçoit de plus en plus clairement, la forme que prend aujourd'hui la mondialisation a épuisé sa capacité à faire progresser le développement, et désigner la Chine comme coupable est devenu un moyen de ne pas faire face honnêtement à la nécessité urgente de transformer la nature de la croissance économique globale.

La guerre tarifaire entre Chine et Etats-Unis produit des effets dans les pays voisins à la Chine en l'occurrence la Corée du Sud. En effet, cette confrontation fait peser la menace d'un possible impact sur la croissance économique de la Corée du Sud. Des données récentes indiquent que les tensions commerciales commencent effectivement à se faire sentir.

Selon les indices récoltés par Nikkei/IHS Markit, les pays exportateurs asiatiques, de la Corée du Sud à la Malaisie, ont enregistré une baisse de leur PMI en octobre 2018. Le Purchasing Managers Index (indicateur de l'activité manufacturière) de la Corée du Sud est passé de 51,3 en septembre 2018 à 51,0 en octobre 2018, tandis que l'indice du climat des affaires coréen pour le secteur manufacturier a atteint son niveau le plus bas en deux ans. La Chine est le principal partenaire commercial de la Corée du Sud, absorbant un quart des exportations coréennes.

Il y a des risques croissants de défaillance financière pour des entreprises chinoises surendettées et d'un ralentissement de l'économie mondiale qui réduirait la demande pour les exportations sud-coréennes.

Cette analyse se propose de faire une distinction entre la doctrine économique américaine et celle de la Chine puis d'examiner les visées géoéconomiques de ces deux acteurs dans le marché mondial ainsi que ses conséquences sur l'économie de la Corée du Sud.

Ainsi, quatre points constituent l'ossature de notre réflexion. Nous partons de l'analyse du capitalisme libéral américain, puis le capitalisme dirigiste chinois, ensuite la guerre commerciale entre les Etats-Unis d'Amérique et la Chine pour déboucher sur les implications pour la Corée du Sud de la guerre commerciale entre les Etats susmentionnés.

I. LE CAPITALISME LIBERAL AMERICAIN

Depuis plusieurs décennies, le développement économique des Etats-Unis d'Amérique a profondément marqué la croissance mondiale. Non seulement, il a servi d'exemple dans la plupart des pays industriels ; mais encore, il y a influencé directement de nombreuses décisions pour lesquelles l'évolution du commerce extérieur américain et la stratégie des firmes multinationales ont joué un rôle déterminant.

A ce sujet, Michel Aglietta et Monique Fouet nous font remarquer que *depuis la fin de la Première Guerre mondiale, et beaucoup plus nettement depuis la fin de la seconde, la majeure partie du monde a fait l'expérience d'un mode de développement économique dont les principes de cohésion*

sont enracinés dans l'économie des Etats-Unis. Aucune analyse des mutations en cours dans la division internationale du travail, ni de l'émergence éventuelle de nouvelles lignes directrices ne peut être mise en œuvre sans examen des transformations du capitalisme américain.¹

Les deux auteurs relèvent, en outre, que *le problème méthodologique consiste à identifier les relations grâce auxquelles il est possible d'interpréter dans un même schéma d'analyse les caractéristiques de la croissance interne aux Etats-Unis, l'expansion internationale du capital américain, l'influence de cette expansion sur les échanges internationaux et l'incidence en retour des changements dans la division internationale du travail sur les conditions de la croissance aux Etats-Unis.²*

Il sied de noter que ce n'est pas la première fois que les Etats-Unis mettent en place un modèle de réorganisation économique et sociale. En effet, vers les années 30, il était question du modèle de l'Etat providence. Initié par F. D. Roosevelt, ce système privilégie, en principe tout au moins, le rôle de légitimation de l'Etat par rapport à son rôle d'aide à l'accumulation du capital. Ici, l'économie est régulée et la paix sociale garantie par un système étatique paternaliste jouant sur la croissance économique et la collaboration de classes.

Dans les années 60, le modèle proposé est celui de l'internationalisation du capital et de la main-d'œuvre. Le profit est assuré par l'investissement à l'étranger et le recours à une force de travail locale et bon marché. Le développement sans précédent de la production et de la consommation intérieure dont bénéficie, inégalement, l'ensemble des Américains, repose en partie sur l'inégal échange avec le tiers-monde. La paix sociale dépend de la Pax Americana qui assure l'hégémonie américaine dans le monde.

Pour Marie-Laure Djelic, *le succès international du capitalisme américain s'explique en grande partie par le pouvoir géopolitique des Etats-*

¹ AGLIETTA M. et FOUET M., « Les nouvelles perspectives du capitalisme américain », dans *Economie et statistique*, n°97, Février 1978.

² *Ibidem*.

Unis d'Amérique au cours du XXe siècle, pouvoir qui s'est affirmé à deux périodes charnières : après la Seconde Guerre Mondiale, et après la chute du Mur de Berlin. En Europe occidentale, tout a commencé après 1945 avec l'armée d'occupation américaine en Allemagne et le plan Marshall. Il s'agissait alors de créer un front anticomuniste en assurant une certaine prospérité économique. Les Américains sont arrivés avec cet outil qui, chez eux, avait fait accidentellement ses preuves : la législation antitrust. A l'époque, les industriels allemands organisés en Konzern (verticalement) ou en Kartelle (horizontalement) ont été très hostiles à cette ingérence dans leurs affaires. La politique l'a emporté, et, à la génération suivante, les cartels ont disparu. En France, le désir de suivre le modèle américain, porté notamment par Jean Monnet, qui dans l'entre-deux-guerres avait été banquier d'affaires aux Etats-Unis, est né de la volonté de se démarquer des années noires. Pour le général de Gaulle, Vichy était en effet l'aboutissement logique des structures économiques et sociales de l'avant-guerre. Là encore, l'establishment industriel a regimbé. Là encore, le transfert du modèle n'est pas allé de soi. Jusqu'en 1947, la France a le choix entre deux modèles dominants : l'américain et le soviétique, les communistes bénéficiant alors de l'aura de la Résistance. Le plan Marshall sera déterminant. Pour obtenir les fonds, le gouvernement doit se séparer des communistes...³

L'Amérique est avant tout le pays du capitalisme, de la libre entreprise, de la libre concurrence et de la propriété des moyens de production. Mais, depuis le New Deal des années 1930, l'Etat a renforcé la protection sociale (Welfare State), notamment avec le Fair Deal de Truman.

Dans période de forte croissance économique, les Etats-Unis développent un style de vie bien particulier, dans lequel le confort matériel occupe une grande place : équipement massif des ménages (électroménager, audiovisuel, automobile) et consommation de masse. Le pouvoir d'achat augmente et la durée du travail diminue. La société américaine est perçue comme une société d'abondance, qui offre à sa population tout le confort de la modernité.

³ DJELIC M.L., « Le capitalisme américain est un accident de l'histoire », dans *L'Express*, 21 décembre 2000.

La société de consommation est l'exemple même de la société américaine et est partout copiée dans le monde : American Way Of Life. Les Etats-Unis sont admirés par leur richesse, leur liberté et leurs puissances économique et militaire.

Marie-Laure Djelic relève cinq caractéristiques du capitalisme américain, que l'on retrouve en filigrane aujourd'hui partout où il s'est imposé. *D'abord, le gigantisme des entreprises. Même si le modèle de production fordiste, avec ses produits très standardisés, a évolué, l'idée que la taille est source d'économies d'échelle et de réduction des coûts reste dominante. Les fusions sont toujours aussi nombreuses, et les consolidations, rapides, même dans la nouvelle économie. Amazon, Cisco ou Oracle ne sont pas longtemps restés des start-up ! Deuxième caractéristique : la législation antitrust. Partout où le modèle américain s'est imposé, il a été précédé ou il s'est accompagné de cette réglementation de la concurrence. Troisième point, qui dérive du précédent : l'organisation des industries en oligopoles. Quatrième aspect : la société anonyme, l'actionnariat dispersé et le rôle important de la Bourse. Enfin, la séparation entre propriété et gestion, qui a pour corollaire la professionnalisation du management.*⁴

Le capitalisme américain n'aurait pu s'imposer sans Etat de droit. Et, en dépit de l'augmentation des restrictions sur « l'esprit animal » par le gouvernement fédéral, l'Amérique n'est pas un Etat-providence : l'entrepreneuriat privé demeure la règle. Et le récent succès du parti Républicain aux élections illustre combien les électeurs souhaitent qu'il en reste ainsi pour longtemps.

A en croire Guy Sorman, *le capitalisme américain est imparfait, mais aucun modèle concurrent ne pointe à l'horizon. Et conserver un pays démocratique plutôt que despotique à la tête de l'économie mondiale offre de surcroît des avantages réels, quoique non mesurables, à tous les non-Américains.*⁵

⁴ Ibidem.

⁵ SORMAN G., « Le capitalisme américain, imparfait et indépassable », disponible sur www.contrepoints.org, 17 novembre 2014, consulté le 22 juin 2019.

Le capitalisme caractérise l'économie mondiale actuelle mais à des différences près qui s'observent au niveau des pratiques nationales. Les capitalismes français ou japonais sont focalisés sur l'appareil étatique. Mais ces différences s'expliquent plus par la permanence d'institutions qui interagissent avec le jeu économique que par des modèles capitalistes nationaux proprement dits. En prenant en considération les cinq indicateurs du système capitaliste à savoir : taille, législation antitrust, oligopoles, statut des entreprises, séparation entre propriété et gestion, il y a bien eu harmonisation.

Au-delà de tout, il appert que le système économique américain est un fruit de mésaventure de l'histoire. De ce fait, elle peut aussi disparaître dans une autre mésaventure (guerre, krach boursier, etc.). L'ascension économique de la Chine n'inquiète pas pour rien les Etats-Unis d'Amérique. En effet, la puissance chinoise continue à se développer sur les plans aussi bien militaire qu'économique : ses avancées territoriales contestées en mer de Chine du Sud sont complétées par sa vaste initiative d'investissements sur les Nouvelles routes de soie à travers le continent eurasiatique. Bien que les Etats-Unis demeurent à ce jour devant la Chine en termes de puissance globale, qu'il s'agisse de leurs forces armées, de leur PIB par habitant, ou de leur influence culturelle dans le monde, ils sont aussi en proie à la fatigue de l'Empire et à la peur du déclin. Ils regardent dès lors les évolutions et les progrès de la Chine avec anxiété.

C'est lors de ces ruptures qu'émergent souvent les nouveaux principes. La neutralité du discours autour de ce modèle économique fait oublier que l'économie n'est pas le seul élément structurant d'une société.

II. LE CAPITALISME DIRIGISTE CHINOIS

La Chine, pays par essence communiste, s'est démarquée sur le plan économique en optant pour le socialisme de marché. Ce système économique est aussi appelé capitalisme dirigé ou encore capitalisme d'Etat.

Le « capitalisme d'Etat » est un système économique basé sur le capitalisme dans lequel l'Etat contrôle une part essentielle, voire totale,

du capital, de l'industrie, des entreprises. Le capitalisme d'Etat est donc un système dirigiste où tout ou partie des moyens de production sont légalement la propriété de l'Etat ou autrement sous le contrôle d'organismes publics.

A en croire Victor Serge, *cette notion peut désigner des systèmes économiques où le capitalisme est intégralement étatique, ou par extension d'autres systèmes où le capitalisme privé a une forte dépendance vis-à-vis de l'Etat*. Dans le second cas, il estime que *l'expression peut se confondre avec des concepts et des théories plus précis comme le mercantilisme, le protectionnisme ou encore l'interventionnisme*. Ce dernier usage, davantage fréquent en anglais qu'en français, sert alors à appuyer l'opposition avec le « laissez-faire » et désigne des politiques économiques telles que le New Deal.

Depuis la chute du mur de Berlin en 1989, les Etats ayant pratiqué cette économie s'orientent vers une libéralisation de l'économie capitaliste. Cette forme de capitalisme est parfois qualifiée d'économie mixte ou de dirigisme, où l'Etat agit dans le cadre d'une économie de marché, avec une participation capitaliste, mais en recherchant une optimisation politique et non une optimisation économique de sa participation au sein du capitalisme. C'est le cas de la Russie, de la Chine, etc.

S'agissant justement de la Chine, il sied de noter qu'en deux décennies, la situation économique de ce pays s'est hissée au second rang mondial. *Venant après le relatif succès de plusieurs pays asiatiques à développement tardif, cette ascension recentre l'économie du globe et redessine les rapports de concurrence sur les marchés internationaux. Parallèlement, la distribution de la puissance au sein des institutions internationales se modifie au bénéfice de la Chine et d'autres économies émergentes, comme l'illustrent la création du sommet du G20 après la crise financière de 2008-2009 et la réforme des droits de vote au FMI⁶*, estime Tobias Ten Brink.

⁶ TEN BRINK T., « L'ascension du capitalisme chinois : l'interdépendance n'empêche pas les tensions », dans *Critique internationale*, n° 63, 2014/2.

Au sujet de cette ascension chinoise, plusieurs tendances scientifiques se sont intéressées aux conséquences à attendre sur la transformation historique de la Chine. Les uns annoncent un « affrontement », ou du moins voient dans la Chine un « défi », les autres pensent qu'elle s'intègre sur un mode essentiellement coopératif au système économique et politique international.

La première position fait l'apologie de l'expression de la vieille méfiance occidentale à l'égard du Parti communiste chinois. Une thèse apparentée et bien répertoriée est celle du « Consensus de Pékin » : le modèle de développement chinois, dans lequel l'innovation est assurée par un mélange de propriété publique et privée et par l'intervention directe de l'Etat, menacerait le « Consensus de Washington », modèle libéral de l'Occident, et introduirait des distorsions dans le système institutionnel mondial.⁷

L'autre bord de chercheurs estime que cette situation constitue le déclin de l'hégémonie américaine et la transition agitée vers un « siècle chinois » à la lumière des conflits majeurs auxquels a souvent donné lieu, dans l'histoire, l'antagonisme entre une puissance dominante et une rivale en phase ascendante.⁸

Ainsi, l'influent « réaliste » Yan Yuetong, de l'Université Tsinghua à Pékin, parle d'une « amitié superficielle » entre la Chine et les Etats-Unis, qu'il faudrait en réalité comprendre comme une « animosité superficielle ».⁹

Il existe cas même un camp, au moins, modéré qui prédit une évolution beaucoup plus harmonieuse. Considérant la dépendance de la Chine

⁷ BREMMER I., *The End of the Free Market : Who Wins the War Between States and Corporations ?*, Portfolio, New York, 2010 ; HALPER S., *The Beijing Consensus : How China's Authoritarian Model Will Dominate the Twenty-First Century*, Basic Books, New York, 2010.

⁸ SHULONG C., « The Security Challenges in Northeast Asia : A Chinese View », Strategic Studies Institute, Carlisle (Penn.), 2007, disponible sur www.strategicstudiesinstitute.army.mil ; LAYNE C., « The Waning of US Hegemony : Myth or Reality ? A Review Essay », dans *International Security*, n°34, 2009, p. 147-172 ; XINBO W., « Understanding the Geopolitical Implications of the Global Financial Crisis », in *The Washington Quarterly*, n°33, 2010, p. 155-163 ; XUETONG Y., « The Instability of China-US Relations », dans *Chinese Journal of International Politics*, n°3, 2010, p. 263-292.

⁹ XUETONG Y., *Art. cit.*, p. 291.

vis-à-vis de ses exportations et son choix pragmatique de la croissance avant tout, ces optimistes jugent plus probables son intégration dans l'économie mondiale et sa coopération avec l'Occident.

Selon eux, « les grandes compagnies et l'Etat chinois ont intérêt à s'intégrer au système institutionnel mondial, même dominé par l'Occident. »¹⁰

Ainsi, Wang Jisi de l'Université de Pékin soutient que la Chine a tout à gagner à se conformer aux normes et règlements internationaux ; elle n'a donc pas de raison de provoquer des conflits avec les autres puissances, et encore moins de sortir du système international.¹¹

Pour Wang et Coase, la Chine a toujours été « une terre du commerce et de l'entreprise privée », mais n'a embrassé les institutions d'une économie capitaliste moderne qu'« après un siècle et demi de doute de soi et d'abnégation ».¹²

L'analyse de ces deux auteurs dénote que la Chine est passée par plusieurs périodes d'essai-erreurs pour voir son système économique capitaliste prendre des racines. Cette épopée commence avec le président Deng Xiaoping.

En effet, Deng Xiaoping arrive au pouvoir en 1978, Mao est mort depuis deux ans et la population souffre d'une grande pauvreté. Malgré la croissance économique qu'a connue la Chine depuis 1949, le système économique semble anémique.

¹⁰ IKENBERRY J.G., « The Rise of China and the Future of the West : Can the Liberal System Survive ? », dans *Foreign Affairs*, n°87, 2008, p. 23-37 ; SHIXUE J., « The Chinese Foreign Policy Perspective », dans Riordan Roett, Guadalupe Paz (eds), *China's Expansion into the Western Hemisphere : Implications for Latin America and the United States*, Washington (DC), Brookings Institution Press, 2008, p. 27-43 ; HONGYING W., ROSENAU J.N., « China and Global Governance », in *Asian Perspective*, n°33 (3), 2009, p. 5-39 ; LIANG W., « China : Globalization and the Emergence of a New Status Quo Power ? », dans *Asian Perspective*, n°31 (4), 2007, pp. 125-149.

¹¹ JISI W., « China's Search for a Grand Strategy. A Rising Great Power Finds Its Way », dans *Foreign Affairs*, n°90 (2), 2011, p. 68-79 ; LIEBERTHAL K. et JISI W., *Addressing US-China Strategic Distrust*, Brookings Institution Press, Washington (DC), 2012.

¹² COASE R. et WANG N., *How China Became Capitalist*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2009.

Cette situation de crise économique et de pauvreté aiguë conduit Deng à des initiatives visant à maintenir le système politique et la suprématie du Parti communiste (PC), par le changement des règles de fonctionnement de l'économie.

Après plusieurs décennies de planification centrale, cet avis n'est pas partagé par tous les membres du Bureau central du Parti Communiste et les réformes doivent donc être menées de façon graduelle, afin de limiter les oppositions politiques. Elles se feront souvent sur la base de l'expérimentation, étendant progressivement à l'ensemble du territoire ce qui a été un succès dans un espace d'abord limité.

Revenons sur Wang et Coase. En effet, les deux auteurs nous révèlent à quel point la mutation institutionnelle n'est pas simplement le résultat de l'interaction entre les différents intérêts. Une étiquette commune des réformes pro-marché en Chine de Deng dépeint une classe dirigeante cherchant désespérément à se maintenir à flot, même au prix de l'édulcoration de sa propre idéologie. Ceux qui souscrivent à cette vision rappellent qu'une telle dérive vers le pragmatisme est admirablement illustrée par Deng Xiaoping citant un vieil adage Sichuan : « Peu importe que le chat soit noir ou blanc, pourvu qu'il attrape la souris ».¹³

Slavoj Žižek de son côté signale qu'*avant d'entamer ses réformes, Deng Xiaoping s'est rendu à Singapour et a expressément salué ce modèle comme celui que toute la Chine devrait suivre*.¹⁴

Dans cette tentative sérieuse de comprendre comment les institutions du marché ont percé en Chine, on trouve les faits têtus de la géographie et de la démographie. La Chine était simplement trop grande pour être dirigée comme une économie centralisée. « La centralisation a existé une fois dans la Chine de Mao, mais seulement brièvement ».

Cependant, le gouvernement central n'a jamais pu vraiment faire face à la taille du pays, à la grande variété de cultures et de coutumes et à la

¹³ *Ibidem*.

¹⁴ ŽIZEK S., « Le « socialisme capitaliste » chinois est-il ce que l'avenir nous réserve ? », disponible sur arretsurlinfo.fr, 21 Octobre 2018, consulté le 21 août 2019.

difficulté à traiter l'information à la vitesse requise. D'une certaine façon, le socialisme chinois a longtemps été aux prises avec le fait, comme l'a souligné Mao, que le territoire est si vaste et la population si grande que la Chine ne pouvait pas « suivre l'exemple de l'Union soviétique en concentrant tout entre les mains des autorités centrales ».

Entre 1978 et le milieu des années 1990, Hachet révèle que la politique industrielle s'est concentrée sur trois grandes priorités : la constitution de grands groupes industriels nationaux, l'assimilation des technologies importées de l'étranger, et la réforme du système national de recherche et développement (R et D). Le contenu et les objectifs de cette politique indiquent une évolution par rapport à la période précédente, marquées par les aberrations du maoïsme.¹⁵

Ronald Coase dévoile quant à lui que durant les années 1980, l'économie chinoise a été transformée par « quatre forces marginales : l'agriculture privée, les entreprises communales et villageoises, l'entrepreneuriat individuel et les Zones économiques spéciales ». Elles ont joué un rôle déterminant dans l'ouverture de la Chine à l'économie de marché mondiale. Shenzhen, dans le sud-est de la province du Guangdong, était une ville pauvre avant de devenir l'avant-garde de l'intégration économique de la Chine. « La Chine serait probablement restée sur la voie voulue du socialisme s'il n'y avait pas eu les révolutions marginales réintroduisant l'entrepreneuriat privé dans l'économie ».¹⁶

Le changement a été tant institutionnel que culturel. Sur le plan institutionnel, la propriété privée a été restaurée. Sur le plan culturel, le discours politique chinois a redécouvert le rôle de l'épargne, de l'autonomie et de l'expérimentation. L'entrepreneuriat requiert la prise de risque. L'avenir est incertain, l'entrepreneur parie donc sur ses prévisions et intuitions.

¹⁵ HUCHET J.F., « La politique industrielle en Chine : grandeur et limites du renouveau de l'État Chinois », dans *Revue française d'administration publique*, n° 150, 2014.

¹⁶ COASA R., « Comment la Chine est devenue capitaliste », dans *Libre Afrique*, disponible sur www.unmondelibre.org, consulté le 22 juin 2019.

Le capitalisme à la chinoise est très semblable à la circulation dans les villes chinoises, chaotique et intimidante pour de nombreux touristes occidentaux. Pourtant, les routes chinoises livrent plus de marchandises et transportent davantage de passagers que dans tout autre pays.

Quant au secteur privé, il a certes énormément progressé depuis trente ans, bénéficiant notamment de la légalisation de son existence, mais il est loin de lutter à armes égales avec le secteur public. L'accès au crédit lui est plus difficile, la Bourse lui est quasiment fermée, et il n'est pas à l'abri de l'arbitraire en l'absence d'une justice indépendante.

Outre cela, il sied de noter que l'Etat, le parti et la société se confondent en Chine. La direction de l'armée est dans le parti, et non pas dans le gouvernement (situation impensable dans une démocratie occidentale). Le capitalisme chinois est au fond assez proche de ce qu'a été jadis le système oligarchique du capitalisme vénitien. Le capitalisme vénitien, c'était l'Etat. Et l'Etat, c'était le capitalisme vénitien. Personne ne pouvait s'affranchir du système. Le PC chinois, c'est l'oligarchie chinoise. Un bon connaisseur de la Chine écrivait récemment que le PC chinois, c'est la classe dirigeante chinoise tout entière : politique, militaire, intellectuelle, économique... Tous les conflits de pouvoir, d'intérêts, de stratégies ou d'idéologies se règlent à l'intérieur de cette classe dirigeante qui s'épure elle-même quand c'est nécessaire.¹⁷

Mais le parti unique, ce n'est pas seulement l'héritage de Mao. C'est aussi 4000 ans d'histoire d'un pays obsédé par son unité et la hantise de l'éclatement de l'URSS après les réformes de Gorbatchev.

A notre humble avis, les grandes menaces d'aujourd'hui sont la dualité de la société chinoise (l'essentiel est encore paysan, et quelques centaines de millions sont dans l'économie mondiale), le développement d'un sous-prolétariat urbain et la modération des salaires qui est en train de céder la place à une explosion de ceux-ci. Cela demande un contrôle social très fort.

¹⁷ « Le modèle chinois, la preuve vivante que le capitalisme unique n'existe pas », disponible sur www.sudradio.fr, 19 octobre 2017, consulté le 22 juin 2019.

Selon Marie-Claire Bergère constate que pour remédier à leur vulnérabilité, beaucoup d'entreprises privées cherchent à se rapprocher du pouvoir. Les plus prospères sont en effet celles dont les dirigeants ont les meilleures relations avec les autorités, celles qui ont à leur tête des cadres, ex-cadres ou parents de cadres agissant à titre individuel, tout en bénéficiant de leurs relations officielles.

Là où les analystes les plus naïfs pensaient voir émerger une « bourgeoisie » chinoise autonome, susceptible de rivaliser avec le Parti communiste, a émergé une nouvelle catégorie de « clients » du Parti, dont ce dernier prend bien soin d'éviter qu'elle puisse s'organiser de manière indépendante. Un capitalisme de connivence, teinté de népotisme et de corruption à tous les niveaux.

Reste une troisième catégorie, la zone grise, celle de ces entreprises dont on ne sait plus si elles sont publiques ou privées, tant les zones d'opacité sont grandes. Exemple typique : l'équipementier télécoms Huawei, objet de nombreuses polémiques à l'étranger, et qui a connu une croissance fabuleuse en jouant de son statut ambigu et du soutien discret de l'Etat et du Parti.

Cette déconstruction du mythe du capitalisme chinois a au moins le mérite de recadrer notre analyse : le Parti Communiste Chinois reste fermement aux commandes de l'économie chinoise, au moment où elle devient progressivement la première au monde.

III. GUERRE COMMERCIALE ENTRE ETATS-UNIS D'AMERIQUE ET LA CHINE

La renaissance de la Chine menace la puissance américaine. Donald Trump n'a pas attendu d'être président des Etats-Unis pour s'en prendre à l'empire du Milieu. Pendant la campagne de 2016, il accusait Pékin de violer les Etats-Unis et d'être le plus grand voleur de l'histoire du monde. Devenue en 2009 le premier exportateur de la planète, avant de ravir aux Etats-Unis son titre de première économie mondiale en 2014, la Chine se dresse entre Donald Trump et son désormais célèbre *Make America great again* (Rendre sa grandeur à l'Amérique).

Aujourd'hui, les deux pays se sont lancés dans une guerre-éclair. Il reste à savoir si les Etats-Unis d'Amérique disposent d'une stratégie crédible pour affronter la Chine. Sur ce, deux alternatives s'ouvrent à l'Administration de Donald Trump : faut-il mettre en œuvre une nouvelle version de la théorie de l'endiguement, celle recommandée par George Kennan pour faire face au défi soviétique ? Ou privilégier une solution plus subtile, comme la co-évolution, conseillée par l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger ?

Tout en signalant que nos analyses ne prennent pas en compte les aspects stratégiques ou les calculs militaires et diplomatiques, ici nous nous intéressons au seul défi économique que la Chine lance aux Etats-Unis.

Ainsi, nous nous posons la question de savoir : pourquoi est-ce qu'il y a antagonisme entre la Chine et les Etats-Unis d'Amérique sur le plan commercial ?

III. 1. Accusations des Etats-Unis d'Amérique contre la Chine

Les relations commerciales entre les deux pays sont principalement centrées sur les échanges des produits suivants : panneaux solaires, iPhone, soja, viande de porc, jouets, vêtements, pianos, pneus, rouge à lèvres... Marie-Adélaïde Scigacz précise que des conteneurs chargés de biens en tous genres circulent sans interruption entre les deux pays.¹⁸ Malgré cela, le Président Trump ne cesse de répéter que cette relation est asymétrique. Ce dernier estime que les Etats-Unis perdent de l'argent en commerçant avec la Chine. Alors en quoi consiste cette guerre commerciale ?

A en croire Marie-Adélaïde Scigacz, une guerre commerciale, "c'est comme au Ping Pong, sauf que les balles sont des dollars et que les raquettes sont des dossiers". Elle renchérit pour dire qu'ici, la Chine et les Etats-Unis s'envoient des droits de douane à la figure. Dès le mois de mars 2018, le président américain a utilisé ce levier contre la Chine en annonçant une taxe à hauteur de 25% sur les importations d'acier et de 10% sur l'aluminium.

¹⁸ SCIGACZ A.S., « L'article à lire pour comprendre la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis », in *France Info*, 11 août 2019.

L'exaspération trumpienne s'explique du fait que la Chine est la plus importante exportatrice d'acier au monde. C'est qui a poussé le Président américain d'initier une mesure exigeant la taxation de 1 300 produits chinois.

En riposte, l'Empire du Milieu a dévoilé une liste de 128 produits américains taxés en retour. Huit d'entre eux à hauteur de 25% (l'aluminium de récupération, les produits à base de porc...), tandis que le vin américain, les pommes, les baies ou encore les amandes prennent 15% dans la vue.

Les taxes sont utilisées comme arme offensive et défensive de l'un comme de l'autre dans cette guerre commerciale. En effet, le président américain déclarait sur Twitter en juillet 2018 ce qui suit : les droits de douane sont géniaux ! Soit nos partenaires commerciaux négocient des accords équitables avec nous, soit on les attaque à coups de droits de douane. C'est aussi simple que ça.

Sur ce point, les économistes font savoir que quand des marchandises voyagent d'un pays à un autre, elles sont soumises à une taxe, dont le montant est fixé par les différents pays dans le cadre d'accords commerciaux. Mais c'est l'importateur, et non l'exportateur, qui paye ces droits de douane. Si un fabricant de tee-shirts américain a besoin d'un tissu chinois, soit il paie plus cher ce tissu, en sachant que le supplément de taxe tombe dans les caisses de l'Etat américain, soit il cherche un autre fournisseur, de préférence un compatriote.

Ici, il est question d'intimider ou pousser les Américains d'acheter chinois en rendant le *made in USA* artificiellement plus compétitif. Selon la logique de Donald Trump, les entreprises chinoises devraient également absorber une partie des coûts liés à la hausse de ces droits de douane, afin de préserver le marché américain. Or, cela ne suffit pas à rétablir la balance commerciale, car d'autres facteurs entrent en jeu, comme le taux de change.

Par exemple, le 05 août 2019, la Chine a, de manière intentionnelle, laissé chuter sa devise au plus bas depuis onze ans (sept yuans pour un dollar, son niveau le plus bas depuis 2008) pour obvier une nouvelle attaque américaine sur ses exportations.

Cette situation a débouché sur un constat selon lequel, malgré l'augmentation des droits de douane des Etats-Unis d'Amérique, le fournisseur de tissu chinois reste donc moins cher que son équivalent en Pennsylvanie.

En août 2018, Trump a imposé des droits de douane majorés de 25% sur un total de plus de 250 milliards de dollars de biens chinois importés. La Chine, elle, a réagi en surtaxant plus de 5 400 produits américains (dont les balles de Ping Pong et les raquettes de badminton), à hauteur de 110 milliards de dollars.

Simultanément, les Etats-Unis annoncent que les importations chinoises jusque-là ménagées seront à leur tour assujetties à hauteur de 10% à partir du 1^{er} septembre 2018. De leur côté, la Chine prend la résolution de ne plus importer (au moins provisoirement) de produits agricoles américains. Le manque à gagner est immense pour les Etats-Unis. Entre le 19 juillet et le 2 août 2018, la Chine leur a acheté 130 000 tonnes de soja, 120 000 tonnes de sorgho, 60 000 tonnes de blé, 40 000 tonnes de porc et 25 000 tonnes de coton.¹⁹

Il soutient sa thèse par la démonstration suivante : la Chine a exporté pour 558 milliards de dollars de biens vers les Etats-Unis en 2018. De leur côté, les Etats-Unis n'ont exporté "que" 178 milliards de dollars de biens en direction des consommateurs chinois. Ces 380 milliards de dollars de différence constituent ce qu'on appelle, dans le jargon, « la balance commerciale ». Et puisqu'elle est déficitaire côté américain, Trump estime que les Chinois ne la jouent pas "réglo". Ainsi, il s'est donné pour mission de rétablir cet équilibre... Et de faire la leçon à Pékin.²⁰

Ces accusations dépassent même le cadre américain pour atteindre le microcosme économique européen. En effet, l'Etat chinois est fréquemment accusé par l'Union Européenne de subventionner massivement les entreprises chinoises en leur accordant ses marchés publics. Plus

¹⁹ Anonyme, « Enjeux internationaux. La Chine suspend l'achat des produits agricoles américains », disponible sur www.lesechos.fr, consulté le 03 juillet 2019.

²⁰ *Ibidem*.

généralement, ses partenaires commerciaux lui reprochent de s'asseoir sur les règles du commerce international, en ayant recours par exemple au dumping, une pratique consistant à vendre un bien moins cher à l'étranger afin de gagner des parts de marché.

Faisant suite à ces observations, les Etats-Unis ont déposé trente-quatre plaintes contre la Chine devant l'OMC (l'UE en a déposé huit) depuis 2001, relevait le journal *Les Echos* en avril 2018.

Il sied tout de même de noter que la bourgeoisie américaine ne soutient pas unanimement la guerre commerciale de Trump contre la Chine. Les capitalistes qui importent à bas prix les marchandises chinoises, comme Walmart, le géant de la distribution, sont hostiles à l'ajout de taxes. Ceux qui font assembler en Chine leurs productions, comme Apple, n'y sont pas spécialement favorables. 40 % des exportations chinoises sont en réalité le fait d'entreprises étrangères, principalement américaines, pour qui la Chine reste un atelier d'assemblage et qui prélève l'essentiel de la valeur ajoutée par les ouvriers chinois.

Les consommateurs américains paient les hausses de prix engendrées par les taxes, car les industriels les répercutent sur le prix de leurs produits. Ces hausses sont autant d'entraves au commerce. En 2018, IBM ou General Electric notamment s'étaient opposés à cette politique ; de multiples sociétés avaient demandé des exemptions pour continuer leur joint-venture avec des entreprises chinoises.²¹

Sur le plan stratégique, la Chine tire parti de son atout numéro un : son milliard de consommateurs. Une entreprise étrangère veut s'installer en Chine et percer ce marché démesuré ? Très bien, répond Pékin, à condition que le nouvel arrivant fasse cadeau de sa technologie à la Chine. Toujours plus puissant, le pays rachète aussi des entreprises étrangères afin de s'imposer dans des secteurs-clés : fin 2017, Donald Trump a bloqué le rachat par un fonds d'investissement appuyé par un groupe étatique chinois de la firme électronique américaine Lattice, dont les produits

²¹ Anonyme, « Chine–Etats-Unis : une nouvelle étape de la guerre commerciale », disponible sur www.union-communiste.org, 27 Juin 2019.

promettent d'éventuelles applications militaires. Ils avaient mis 1,3 milliard de dollars sur la table.

III. 2. Une guerre à plusieurs cibles

Trump et son administration invoquent les risques d'espionnage par la Chine et les menaces sur la sûreté nationale. C'est l'hôpital qui se moque de la charité ! Ceux qui ont les moyens d'espionner le monde, y compris les dirigeants politiques amis comme l'avait révélé Wikileaks en 2016, ce sont quand même les États-Unis, avec les grandes oreilles de la NSA (Agence nationale de sécurité) ou les données personnelles de centaines de millions de personnes collectées par Google, Facebook et autres. Edward Snowden a d'ailleurs révélé en 2016 que la NSA a eu accès pendant des années à des documents internes de Huawei et aux codes secrets de ses produits. La croisade contre Huawei n'a pas d'autre objectif que d'écarter un concurrent gênant.

Depuis l'été dernier, les Etats-Unis font pression en ce sens sur leurs alliés. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont écarté Huawei du futur marché de la 5G. En Europe, les tractations se multiplient autour de la participation de Huawei à ce déploiement. Lors de la dernière visite européenne de Xi Jinping, l'Italie et Monaco ont signé ostensiblement un engagement avec Huawei.

En Grande-Bretagne, British Telecom a d'abord annoncé le rejet de l'équipementier chinois, avant que Theresa May ne le réintègre, en partie, pour la future 5G. Ce dernier arbitrage a d'ailleurs coûté son poste au ministre de la Défense, pour avoir divulgué à la presse cette information, visiblement sensible.

Comme dans le cas de l'embargo iranien, en visant la Chine, Trump menace aussi les autres pays. En menaçant de lourdes sanctions les entreprises qui poursuivraient les affaires avec l'Iran, Trump a obligé Total et de nombreuses entreprises européennes à quitter ce pays. Ses moyens de pression sont l'accès au système financier du dollar et la fermeture du marché américain. Ces armes, preuves de la puissance maintenue des États-Unis, sont visiblement dissuasives. Les Etats-Unis peuvent décider d'activer

de telles mesures de rétorsion contre les pays ou les entreprises qui décideraient de continuer à faire des affaires avec Huawei. Une telle menace a été mise en œuvre dans un passé récent contre des banques ou des constructeurs automobiles qui avaient poursuivi leurs affaires en Iran ou à Cuba.

III. 3. La guerre de monnaie

Alors que depuis plusieurs mois, chaque camp surenchérit dans la hausse des droits de douane, telle une partie de ping-pong, la Chine a décidé de jouer sur sa devise. Le but de cette dépréciation du yuan, qui est poussé à un niveau inédit depuis 2008 : favoriser ses exportations de l'autre côté du Pacifique pour compenser l'impact de l'augmentation des taxes sur des centaines de milliards de dollars de produits chinois.

Concrètement, la banque centrale chinoise fixe chaque jour un taux pivot pour le yuan par rapport au dollar. De part et d'autre de ce taux, elle autorise une fluctuation de plus ou moins 2%. Cette petite marge de manœuvre a permis la baisse brutale du yuan. Bien sûr, les Etats-Unis ont traité l'Etat chinois de « manipulateur de monnaie », ce dont ce dernier s'est défendu vigoureusement en affirmant que ces fluctuations sont uniquement « guidées et déterminées par les marchés.

Marie-Adélaïde Scigacz note cas même que la Chine a toutefois toujours étroitement contrôlé le cours de sa monnaie. En maintenant artificiellement un yuan bas pendant des années, le pays a développé rapidement son industrie sans attendre que les Chinois soient en mesure de consommer (merci les exportations). A l'inverse, depuis que la Chine veut que son industrie monte en gamme, il cherche à stabiliser sa monnaie pour attirer (et garder) les investisseurs. Car quand la monnaie est fortement dévaluée, ils sont les premiers à retirer leurs billes de l'économie. C'est ce que l'on appelle « la fuite des capitaux ». Du coup, la Chine ne pourra pas jouer longtemps la carte monétaire face aux taxes américaines sans mettre en danger son économie et, par ricochet, celles de ses voisins.

Cependant, il sied de noter que cette dévaluation orchestrée par la Chine peut impacter négativement son économie dans la mesure où elle

peut occasionner le risque d'une fuite des investisseurs étrangers. En effet, les investisseurs risquent d'exprimer des inquiétudes sur la morosité de la monnaie chinoise. Mais il semble toutefois peu probable que cette dépréciation s'accroisse.

A ce sujet, l'économiste Tao Wang estime que même une forte dépréciation du yuan ne permettra pas de compenser totalement l'impact de la guerre commerciale. Par ailleurs, une baisse du taux de change entraîne inévitablement un renchérissement des importations. Ce qui obligera notamment la Chine à payer plus cher son pétrole importé.

La dimension géopolitique de la dépréciation de Yuan semble exprimer sa volonté à procéder par tous les moyens nécessaires pour subsister à cette guerre commerciale. Et que si cette guerre sera très coûteuse pour elle, elle le sera aussi pour les Etats-Unis. C'est dans cette perspective que Mary-Françoise Renard estime que la politique de Trump consistant à taxer les produits chinois n'a pas permis à l'industrie américaine de se relocaliser aux Etats-Unis. Il qualifie cette initiative de populiste et largement irréaliste.

Les observateurs avertis de cette guerre font remarquer aussi que dans cette guerre des nerfs, il reste bien un autre levier économique sur lequel pourrait s'appuyer la Chine. Premier créancier des Etats-Unis, le pays pourrait en effet vendre en masse sa montagne de bons du Trésor américain. Le stock s'élève à plus de 1000 milliards de dollars. Procéder de la sorte décrédibiliserait à coup sûr le rival, obligé de racheter sa propre dette. Mais, conséquence plus périlleuse, cela déstabiliserait à la chaîne les places financières, qu'on sait peu friandes d'inattendu.

III. 4. Guerre technologique et des télécommunications

Deux entreprises, ZTE et Huawei, sont les principales cibles de Trump. L'arrestation en décembre 2018, de la directrice financière de Huawei Meng Wanzhou, directrice financière au Canada, à la demande du ministère américain de la Justice est un élément illustratif de la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis. En effet, le ministère américain de la justice a réclamé son extradition.

A ce jour, l'entreprise chinoise Huawei et ses filiales sont considérées comme des entreprises suspectes du Bureau de l'industrie et de la sécurité des Etats-Unis. Cette décision porte cependant un réajustement dans les rapports commerciaux de Huawei avec les entreprises américaines du fait que ces dernières devront désormais obtenir une autorisation gouvernementale pour commercer avec Huawei.

Etant donné que les internautes chinois échappent au contrôle du géant américain Google, ce dernier a profité de la décision du gouvernement américain pour cesser de fournir à Huawei les mises à jour de ses logiciels. En effet, Google est d'autant plus enclin à appliquer cet embargo dont les 800 millions d'internautes chinois échappent largement à sa mainmise, comme à celle de Facebook ou d'Amazon, puisque Alibaba, Tencent ou Weibo, des fournisseurs chinois, contrôlent ce marché. Visiblement, plusieurs entreprises de la Silicon Valley sont prêtes à emboîter le pas à Trump. Intel, Qualcomm et deux autres fabricants américains de puces ont annoncé qu'ils cesseront de fournir, eux aussi, l'entreprise chinoise jusqu'à nouvel ordre.²²

Ce ralliement des entreprises américaines a des conséquences néfastes pour Huawei. Le géant chinois importe pour 11 milliards de dollars de composants américains chaque année, auprès de plus d'une dizaine d'entreprises, un tel acharnement peut empêcher son développement et lui fermer le marché occidental. Une autre difficulté se situe au point où, même dans l'hypothèse selon laquelle l'entreprise pourrait, avec l'aide de l'Etat chinois, remplacer à terme ses fournisseurs américains par des Chinois ou d'autres, l'impossibilité pour les utilisateurs de ses Smartphones d'utiliser Google ou Facebook pourrait être insupportable.

Quelques analystes de l'économie internationale, en l'occurrence Nouriel Rubini, craignent une nouvelle version de la Guerre Froide, entre la Chine et les Etats-Unis. Pour ces derniers, cet affrontement occasionnerait un découplage de l'économie mondiale en deux blocs aux technologies incompatibles. Une telle forme de démondialisation serait un choc supplémentaire dans une économie déjà malade.

²² *Ibidem.*

Il sied de rappeler que l'entreprise Huawei a grandi vers les années 1980, en produisant du matériel et des réseaux pour les opérateurs téléphoniques et les entreprises chinoises. Au classement actuel (2019) de la téléphonie mobile, cette entreprise chinoise occupe la deuxième position mondiale, derrière Samsung mais devant Apple. On peut bien comprendre le souci du côté américain quant à l'ascension de l'entreprise chinoise.

En tenant compte le rapprochement diplomatique existant entre les Etats-Unis d'Amérique de la Corée du Sud et considérant leur approche similaire du capitalisme, c'est-à-dire libéral où le secteur privé détient la grande part du marché, l'entreprise Samsung de la Corée du Sud ne constitue guère un souci vis-à-vis des Etats-Unis d'Amérique. Le combat qui existe à ce niveau, c'est le combat du rang et du leadership du marché de la téléphonie mobile.

Comme tous les capitalistes chinois, ses propriétaires ont profité à plein du soutien de l'Etat. Dans le secteur de la télécommunication, Huawei est devenu un outsider sérieux, que ses concurrents américains veulent écarter. Il semble avoir pris de l'avance dans la prochaine génération de téléphonie, la 5G, capable de transmettre beaucoup plus de données, dix fois plus vite, ce qui ouvre la voie à des progrès dans l'intelligence artificielle. Selon un rapport américain, la Chine disposerait déjà de 350 000 stations 5G, dix fois plus que les Etats-Unis. Cette avance permet à Huawei de proposer ses services pour installer la 5G dans le monde entier, au grand dam des opérateurs américains.

IV. IMPLICATIONS POUR LA COREE DU SUD DANS LA GUERRE COMMERCIALE CHINE VERSUS ETATS-UNIS

La Corée du Sud se trouve impliquée dans la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis d'Amérique dans la mesure où le protectionnisme prôné par Donald Trump ne vise pas seulement la Chine. En outre, la Chine s'est aussi montrée hostile à l'égard de la Corée du Sud par la mise en œuvre des sanctions informelles à propos de l'installation du système THAAD en Corée du Sud. Sans parler des sanctions contre la Russie proche et les tensions commerciales avec le Japon.

Sur les rapports commerciaux américano-sud-coréens, Michel Fouquin explique que ces rapports sont vitaux. D'abord parce que la Corée du Sud n'a survécu aux attaques du Nord que grâce à l'intervention des Nations Unies menée par les Etats-Unis. Puis au début des années soixante, au nom de la politique du « Trade not Aid », les Etats-Unis ont octroyé aux industries coréennes un accès privilégié à leur marché. Ces exportations ont été le principal moteur de leur croissance au moins jusqu'en l'an 2000. En 2007-2008, un accord de libre-échange avec les Etats-Unis (KORUS) est signé. L'automobile pour les exportateurs coréens et l'agriculture pour les Américains sont les sujets les plus disputés. A la demande des Etats-Unis, cet accord a été renégocié en 2018. Et grâce aux concessions faites par les Coréens, il devrait être publié fin mai ou en juin 2018. Par ailleurs, la Corée éviterait les tarifs sur ses exportations d'acier et d'aluminium, en échange d'une limitation volontaire de ses exportations, équivalent à 70 % de leur niveau de 2017, qui lui serait plus favorable.²³

La montée brutale des antagonismes économiques entre la Chine et les Etats-Unis d'Amérique a des conséquences très négatives sur la Corée du Sud du fait que cette dernière est la principale fournisseuse de composants de la Chine.

Il sied de rappeler que l'entrée de la Chine à l'OMC a occasionné une nouvelle orientation de la géoéconomie de la Corée du Sud. En effet, les grandes entreprises coréennes ont massivement délocalisé leur production en Chine. La Chine sert de base d'assemblage de composants coréens réexportés ensuite vers les pays développés et en particulier vers les Etats-Unis.

A ce sujet, Fouquin revient pour dire qu'ils ont été une source de croissance extraordinaire des exportations coréennes : de quasi nulle en 1987, les exportations coréennes vers la Chine ont devancé les exportations vers les Etats-Unis en 2005. Puis, la part de la Chine a atteint 29 % du total de ses exportations en 2016. Réciproquement, les importations coréennes se

²³ FOUQUIN M., « La stratégie internationale de la Corée en question », disponible sur www.cepii.fr du 4 juin 2018, consulté le 22 juillet 2019.

sont focalisées sur la Chine, atteignant 21,5 % en 2016. La Corée est un des rares pays à bénéficier d'un excédent substantiel vis-à-vis de la Chine. En vue de stabiliser leurs relations, les deux pays ont signé un accord de libre-échange en 2015 dont le contenu apparaît très modeste comparé aux accords de la Corée avec les Etats-Unis et l'Europe.²⁴

Cependant, les risques induits par la très forte intensité de cette relation se sont révélés en 2016-2017 au grand jour suite à la crise provoquée par l'installation d'un système de défense antimissile THAAD sur un terrain appartenant à la société Lotte.

On assiste depuis à la chute des ventes de véhicules Hyundai, au boycott complet du groupe de distribution Lotte Mart, qui vient de décider en Mai 2018 de liquider la totalité de ses 85 magasins opérant en Chine, et la chute brutale du nombre de touristes chinois visitant la Corée du Sud.

Ces quelques exemples des mesures prises par Beijing sont par ailleurs inattaquables devant l'OMC car informelles. Elles incitent les entreprises coréennes à délocaliser une partie de leurs investissements chinois vers le Vietnam ou d'autres zones moins risquées.

L'autre problème posé à l'évolution des rapports de la Corée du Sud avec la Chine est celui de l'intégration croissante des chaînes de valeur réalisée en Chine même qui devrait peser sur les exportations coréennes. Le cas emblématique est celui de la fabrication et l'exportation en masse de Smartphones chinois de la firme Huawei, qui concurrence directement Samsung.

La guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis est lourde des escalades. A chaque fois que Donald Trump a élargi les taxes contre la Chine, cette décision a eu comme conséquence la chute, plus ou moins temporaire, du cours des actions des entreprises des nouvelles technologies et inquiète les marchés financiers de la planète notamment la Corée du Sud. Cette guerre prolonge et alimente la crise dont l'économie mondiale ne s'est pas relevée depuis 2008, s'inquiète les observateurs de l'économie internationale.

²⁴ *Ibidem*.

S'inscrivant dans une logique de négociation, les Etats-Unis et la Chine ont repris leurs négociations commerciales, le 10 mai 2019, à Washington. Le vice-premier ministre chinois Liu He, chargé de diriger ces négociations, a été accueilli peu avant par Robert Lighthizer, le représentant au commerce (United States Trade Representative, USTR), et le secrétaire au Trésor, Steven Mnuchin, sur le perron des bureaux de l'USTR, non loin de la Maison Blanche.

*A cet effet, le président Donald Trump a évoqué des discussions « franches » et « constructives », affirmant, sans donner de calendrier, qu'elles allaient se poursuivre. Il a précisé que les tarifs douaniers imposés par Washington à Pékin « pourraient être levés, ou pas », en fonction de l'avancée des « négociations futures ». Il a par ailleurs assuré que sa relation avec son homologue chinois Xi Jinping restait « très forte ».*²⁵

La crainte de la guerre entre ces deux acteurs majeurs de l'économie internationale est que cela peut entraîner un ralentissement des échanges et des investissements en Corée du Sud. Et sa crainte est fondée. La Chine exporte moins depuis un an et son taux de croissance, s'il reste officiellement de 6 %, est le plus bas depuis trente ans.

D'ores et déjà, le ralentissement des exportations chinoises a des répercussions sur la production à Taïwan, en Thaïlande ou en Corée du Sud, car ces pays fournissent à la Chine de multiples composants. Même l'Organisation mondiale du commerce (OMC) vient de revoir à la baisse ses prévisions de la croissance du commerce pour l'année 2019, la passant de 3,9 à 2,6 %, en invoquant *les tensions commerciales entre les deux principales économies de la planète*. Pour l'OMC, *une plus grande incertitude provoque de moindres investissements et une moindre consommation*.

Le président américain oscille entre signes d'apaisement et menaces envers le géant asiatique. Il n'a pas varié à l'issue d'une session express de négociations à Washington. Après avoir assuré que les discussions sur le

²⁵ Anonyme, « La Chine et les Etats-Unis se rendent coup pour coup dans leur guerre commerciale », dans *Le Monde avec AFP et Reuters*, 10 mai 2019.

commerce avec Pékin avaient été « franches » et « constructives », il a mis à exécution la menace qu'il brandissait depuis plusieurs longtemps.²⁶

Le président nous a ordonné de démarrer le processus d'augmentation des droits de douane sur quasiment tout le reste des importations de Chine, évalué à environ 300 milliards de dollars, *a rapporté* Robert Lighthizer, représentant américain au commerce (USTR), dans un communiqué.

A présent (septembre 2019), plus de 250 milliards de dollars d'importations en provenance du géant asiatique sont frappés par des tarifs douaniers punitifs. Et ces derniers sont passés de 10 % à 25 % pour 200 milliards de ces importations.

Chaque augmentation des droits de douane aux Etats-Unis donne lieu à des mesures de rétorsion des concurrents. L'économie mondiale étant plus intégrée que jamais, aucun pays ne peut rester neutre et ces mesures protectionnistes affectent le commerce sud-coréen. Le spectre des années 1930, avec ses barrières protectionnistes élevées, un reflux des échanges et au bout du compte la marche à la guerre, est agité par divers économistes.

L'économie mondiale n'en est certes pas encore là. Une confrontation militaire directe entre les États-Unis et la Chine, ou d'autres protagonistes, n'est pas à l'ordre du jour, malgré les coups de menton de Trump et le déploiement récurrent des porte-avions américains en mer de Chine. Mesure du rapport de forces entre les deux pays, la Chine ne possède à ce jour que deux porte-avions, dont un acheté d'occasion à l'Ukraine, quand les Etats-Unis peuvent en déployer simultanément onze sur le globe. Et peuvent compter sur son allié sud-coréen en cas d'une confrontation directe.

Si l'armée chinoise monte en puissance année après année, si la Chine investit dans les missiles balistiques, le spatial, la marine de guerre, le budget militaire américain reste trois fois supérieur à celui de la Chine.

De façon conclusive, nous notons qu'à ce jour la guerre commerciale a principalement nui à l'économie chinoise. Aux Etats-Unis, les effets

²⁶ *Ibidem.*

devraient se faire ressentir dans un futur proche. La Corée du Sud a vu ses exportations vers les Etats-Unis augmenter mais les gains nets sont faibles compte tenu de la baisse de ses exportations vers la Chine.

La Corée a bénéficié de la substitution des exportations chinoises vers les Etats-Unis et, dans certains cas, de la réorientation progressive de l'investissement au fur et à mesure que les chaînes d'approvisionnement mondiales se déplacent. Cependant, l'augmentation de ses exportations vers les Etats-Unis a été plus que compensée par la baisse de ses exportations de matières premières vers la Chine. Enregistrant ainsi de très faibles gains nets.

CONCLUSION

Nous voici arrivé au crépuscule de notre réflexion portant comme intitulé : « Du capitalisme libéral au capitalisme socialiste d'Etat : analyse sur la guerre commerciale entre les Etats-Unis d'Amérique et la Chine et ses implications pour la Corée du Sud ».

Dans l'esprit de la synarchie américaine qui initia la mondialisation économique, la Chine devait être un marché multipliant à l'envie la masse des consommateurs avides de produits occidentaux et fournir une main-d'œuvre à bas coût à qui voudrait l'utiliser.

Il a fallu un peu plus d'une génération pour que cette anticipation soit démentie par la réalité. La Chine a relevé le défi de l'Occident jusqu'à l'affronter sur son propre terrain, en utilisant ses armes, non sans réserver à ses dirigeants politiques un rôle beaucoup plus actif que dans les nations occidentales. Le capitalisme d'Etat s'est dressé en rival du capitalisme d'entreprise. La Chine est devenue la deuxième puissance économique mondiale, elle pourrait bientôt devenir la première.

Une nouvelle guerre froide, économique cette fois, se joue entre les deux plus grandes puissances économiques mondiales : la Chine et les Etats-Unis. Le second reproche à la première des pratiques commerciales déloyales et veut réinstaurer des échanges commerciaux qui lui soient plus favorables. En effet, il est accusé à la Chine par les Etats-Unis d'espionner et de piller ses

entreprises innovantes dans le but de les écraser dans quelques années en investissant le secteur des nouvelles technologies.

La géopolitique caressée par l'Empire du Milieu visant le développement, au plus vite, les industries les plus rayonnantes des nations occidentales, robotique, automobile, aviation, défense, en subventionnant massivement leur développement et en leur ouvrant, par les « nouvelles routes de la soie », un accès africain et européen, inquiète d'autant plus que la Chine manifeste son intention de développer les innovations de l'intelligence artificielle grâce à l'accumulation de moyens publics. La Chine pourrait devenir la nation la plus puissante dans ce domaine, profitant des hésitations américaines et du retard européen dans la révolution numérique.

Alors que nous assistons à ce duel commercial au cours duquel Washington et Pékin ne semblent pas près de faiblir, les pays d'Asie en l'occurrence la Corée du Sud tentent d'en jauger les répercussions sur leur économie. Jusqu'ici, la montée des tensions a globalement épargné une région pourtant très orientée vers l'export et intégrée autour de la Chine. Mais le vent pourrait être en train de tourner.

En Corée du Sud, la confiance des entreprises est tombée à son plus bas niveau depuis deux ans, selon une enquête de la banque centrale. Comme pour la plupart des pays de la région, la Chine est le premier partenaire commercial de Séoul, dont elle absorbe un quart des exportations.

Pendant que les deux protagonistes occidental et extrême-oriental s'affrontent à coups de droits de douanes punitifs sur des centaines de milliards de dollars de marchandises, la Corée du Sud en souffre du fait que les biens *made in China* comprennent de nombreux composants intermédiaires importés de son territoire. Une chute des exportations chinoises vers les Etats-Unis a inévitablement des effets sur la Corée du Sud.

Nous avons révélé dans nos analyses que l'économie sud-coréenne est fortement dépendante du commerce extérieur et les Etats-Unis sont le deuxième partenaire commercial de Séoul. Avant l'accord commercial signé en 2018 entre la Corée du Sud et les Etats-Unis d'Amérique, le président américain Donald Trump dénonçait depuis son élection en novembre 2016 cet

accord, le qualifiant d'"horrible" et "tueur d'emplois" et affirmant qu'il était déséquilibré au profit de la Corée du Sud.

Le déficit commercial américain avec Séoul a atteint 10,3 milliards de dollars en 2017. Pour les seuls échanges de marchandises, il était de 22,6 milliards tandis que la balance des services était excédentaire à 12,3 milliards en faveur des Etats-Unis. Selon la nouvelle mouture du traité, la Corée va davantage ouvrir son marché automobile aux constructeurs américains, et a accepté la prolongation jusqu'en 2041 de taxes américaines de 25% sur les pick-ups (véhicules à plateforme arrière).

Cependant le plein bénéfice de cet accord ne peut avoir des retombées sur la Corée du Sud que s'il y a normalisation des échanges commerciaux avec la Chine, mais aussi, entre la Chine et les Etats-Unis d'Amérique.

Pourquoi la Chine ? Parce qu'elle constitue la base-arrière des grandes entreprises sud-coréennes (chaebols) mais aussi le premier partenaire sud-coréen en matière des commerces et pourquoi les Etats-Unis d'Amérique ? Parce que les Etats-Unis constituent le deuxième partenaire extérieur de la Corée du Sud.

Quoi qu'en disent les commentateurs de cette guerre commerciale, la Chine et les Etats-Unis ne jouent pas dans la même division. Les Etats-Unis restent la première puissance mondiale. Ils disposent avec leur industrie, leur recherche, le rôle central de leur monnaie et plus encore leur armée et leur budget militaire sans équivalent, de multiples moyens de défendre les intérêts de leurs capitalistes.

Dans la jungle du capitalisme, dans sa période de jeunesse comme dans la phase sénile que nous vivons, la suprématie n'est jamais acquise et doit être sans cesse défendue, sinon reconquise. Ce n'est pas la pression des Etats-Unis, quelle qu'elle soit, qui convaincra des dirigeants chinois le dos au mur d'abandonner leur stratégie de développement. Pourquoi devraient-ils le faire ? Sortir un pays de la pauvreté et améliorer les opportunités pour tous ne devraient pas être des objectifs controversés. Pourquoi tant de

responsables américains sautent-ils sur la moindre occasion pour blâmer la Chine pour ces ambitions ?

La réponse est que le seul moyen dans le contexte de la mondialisation sous sa forme actuelle d'accéder au développement est de « tricher ». A ce propos, la Corée du Sud a été identifiée par les Etats-Unis comme l'un des pays soupçonnés de manipuler sa monnaie à des fins commerciales avec la Chine, le Japon, l'Allemagne et la Suisse. Nous attendons par tricher dans un système capitaliste, l'intervention importante de l'État dans l'économie de marché.

Les seuls autres pays à avoir réussi à effectuer des percées majeures en matière de développement économique sont précisément ceux qui ont manipulé les conditions proposées par l'économie globale.

Les mesures prises par les Etats-Unis ont mis en péril le système commercial mondial fondé sur le multilatéralisme et sur des règles communes. La propension du président Trump à utiliser les droits de douane et les sanctions économiques pour servir ses objectifs politiques donne des idées à d'autres pays. La menace de nouvelles taxes américaines pèse sur les exportations mexicaines et sur le secteur automobile européen et japonais. Une autre guerre commerciale se prépare en Asie, entre le Japon et la Corée du Sud.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AGLIETTA M. et FOUET M., « Les nouvelles perspectives du capitalisme américain », dans *Economie et statistique*, n°97, Février 1978.
- Anonyme, « Chine–Etats-Unis : une nouvelle étape de la guerre commerciale », disponible sur www.union-communiste.org, 27 Juin 2019.
- Anonyme, « Enjeux internationaux. La Chine suspend l'achat des produits agricoles américains », disponible sur www.lesechos.fr, consulté le 03 juillet 2019.

- Anonyme, « La Chine et les Etats-Unis se rendent coup pour coup dans leur guerre commerciale », dans *Le Monde avec AFP et Reuters*, 10 mai 2019.
- Anonyme, « Le modèle chinois, la preuve vivante que le capitalisme unique n'existe pas », disponible sur www.sudradio.fr, 19 octobre 2017, consulté le 22 juin 2019.
- BREMMER I., *The End of the Free Market : Who Wins the War Between States and Corporations ?*, Portfolio, New York, 2010.
- COASA R., « Comment la Chine est devenue capitaliste », dans *Libre Afrique*, disponible sur www.unmondelibre.org.
- COASE R. et WANG N., *How China Became Capitalist*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2009.
- DJELIC M.L., « Le capitalisme américain est un accident de l'histoire », dans *L'Express*, 21 décembre 2000.
- DURAND C., « Les racines du capitalisme américain », dans *Revue de critique communiste*, 23 avril 2013.
- FOUQUIN M., « La stratégie internationale de la Corée en question », disponible sur www.cepii.fr, du 4 juin 2018.
- HALPER S., *The Beijing Consensus : How China's Authoritarian Model Will Dominate the Twenty-First Century*, Basic Books, New York, 2010.
- HASKI P., « Non, la Chine communiste n'est pas réellement devenue capitaliste », dans *Nouvel observateur*, 26 février 2013.
- HONGYING W., ROSENAU J.N., « China and Global Governance », in *Asian Perspective*, n°33 (3), 2009.
- HUCHET J.F., « La politique industrielle en Chine : grandeur et limites du renouveau de l'État Chinois », dans *Revue française d'administration publique*, n° 150, 2014.
- IKENBERRY J.G., « The Rise of China and the Future of the West : Can the Liberal System Survive ? », dans *Foreign Affairs*, n°87, 2008.
- JISI W., « China's Search for a Grand Strategy. A Rising Great Power Finds Its Way », dans *Foreign Affairs*, n°90 (2), 2011.

- JUNG-a E.W.S. et INAGAKI K., « Les gagnants et perdants de la guerre commerciale », disponible sur www.lombardodoer.com, 13 août 2019.
- LAYNE C., « The Waning of US Hegemony : Myth or Reality ? A Review Essay », dans *International Security*, n°34, 2009.
- LIANG W., « China : Globalization and the Emergence of a New Status Quo Power ? », dans *Asian Perspective*, n°31 (4), 2007.
- LIEBERTHAL K. et JISI W., *Addressing US-China Strategic Distrust*, Brookings Institution Press, Washington (DC), 2012.
- MCRAW T., *Creating Modern Capitalism: How Entrepreneurs, Companies, and Countries Triumphed in Three Industrial Revolutions*, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, 1997.
- SCIGACZ A.S., « L'article à lire pour comprendre la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis », dans *France Info*, 11 août 2019.
- SHIXUE J., « The Chinese Foreign Policy Perspective », dans Riordan Roett, Guadalupe Paz (eds), *China's Expansion into the Western Hemisphere : Implications for Latin America and the United States*, Washington (DC), Brookings Institution Press, 2008.
- SHULONG C., « The Security Challenges in Northeast Asia : A Chinese View », Strategic Studies Institute, Carlisle (Penn.), disponible sur www.strategicstudiesinstitute.army.mil, 2007.
- SORMAN G., « Le capitalisme américain, imparfait et indépassable », disponible sur www.contrepoints.org, 17 novembre 2014.
- TEN BRINK T., « L'ascension du capitalisme chinois : l'interdépendance n'empêche pas les tensions », dans *Critique internationale*, n° 63, 2014/2.
- XINBO W., « Understanding the Geopolitical Implications of the Global Financial Crisis », dans *The Washington Quarterly*, n°33, 2010.
- XUETONG Y., « The Instability of China-US Relations », dans *Chinese Journal of International Politics*, n°3, 2010.
- ŽIZEK S., « Le « socialisme capitaliste » chinois est-il ce que l'avenir nous réserve ? », disponible sur arretsurlinfo.fr, 21 Octobre 2018.